

**Simone Lambert**

# **L'année sociale**

**Fondée par Guy Spitaels**

# **1979**

A large, white, stylized letter 'S' graphic that occupies the bottom left portion of the cover. It is a thick, rounded letter with a slight curve at the top and bottom.

**Institut de Sociologie (fondé par E. Solvay)  
Etudes d'économie sociale**

**Editions de l'Université de Bruxelles**

## TABLE DES MATIERES

<u>AVANT-PROPOS</u>	19
<u>PREMIERE PARTIE : LA VIE LEGISLATIVE</u>	21
I. <u>LES PROBLEMES DE L'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE</u>	23
A. <u>CONSIDERATIONS LIMINAIRES</u>	23
B. <u>LE CHAPITRE ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE DU RAPPORT CALIFICE</u>	24
1) Evolution des dépenses.	24
a) Secteur des soins de santé	24
b) Secteur des indemnités pour incapacité de travail	26
c) Situation financière de l'assurance maladie-invalidité à la fin 1980	27
2) Mesures visant l'assainissement de la situation financière à la fin 1979 et l'équilibre du budget 1980.	28
a) Assainissement de la situation financière fin 1979	28
b) Mesures visant à l'équilibre du budget 1980	28
1° Secteur des soins de santé	28
. dans le domaine des dépenses	28
. dans le domaine des revenus	32
2° Secteur des indemnités d'incapacité de travail	32
. dans le domaine des dépenses	32
. dans le domaine des revenus	33
3° Mesures communes aux deux secteurs	34
C. <u>LE CONFLIT MEDICO-GOUVERNEMENTAL</u>	35
1) La remise en cause des accords de la Saint-Jean	35
2) Les premières négociations entre le Gouvernement et le Dr. WYNEN	36
3) Le dépôt à la Chambre des représentants du projet de loi programme et le préavis de grève médico-dento-pharmaceutique	36
4) Les négociations des partenaires de la Saint-Jean en l'absence de la Fédération des Chambres syndicales des Médecins	39

5) Les états-généraux de la médecine, de la médecine dentaire et de la pharmacie	42
6) Les nouvelles propositions gouvernementales	42
7) Le déclenchement de la grève et la décision du Comité de Gestion de supprimer l'indexation des honoraires	43
8) La réalisation des mesures d'assainissement budgétaire et l'extension du conflit	44
9) Une situation confuse dans les premiers jours de l'année 1980	46
10) Les dernières thèses en présence	46
11) Un début d' "Opérations Valises" et l'entrée du conflit dans sa phase aiguë	48
12) La suspension de la grève	48
13) Quelques éléments de réflexion	49
a) Une opposition unanime du corps médical au volet soins de santé du projet de loi programme	49
b) Des torts partagés et des maladroites psychologiques	49
c) Une grève impopulaire et peu efficace	50
d) Un problème de tarification au coeur du débat	51
e) La volonté des Chambres syndicales des Médecins d'affirmer leur représentativité	52
f) L'inquiétude des jeunes médecins	52
D. <u>LES ARRETES ROYAUX D'ASSAINISSEMENT BUDGETAIRE EN MATIERE D'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE</u>	53
1) Arrêté royal fixant le montant de la réduction de l'intervention de l'assurance en cas d'hospitalisation prolongée (8 février 1979)	53
2) Arrêtés royaux pris dans le cadre du projet de loi-programme	54
a) Arrêté royal portant alignement de la notion de chef de famille dans le secteur des indemnités pour incapacité de travail sur la définition de cette notion dans le secteur du chômage (28 décembre 1979)	54
b) Arrêté royal majorant le ticket modérateur pour la visite à domicile du généraliste (28 décembre 1979)	55
c) Arrêté royal fixant la base de calcul des interventions de l'assurance pour les prestations des médecins et des dentistes (31 décembre 1979)	55
1° Indexation des honoraires	55
2° Réduction des tarifs de biologie clinique et de médecine nucléaire	56

II.	<u>LES ARRETES ROYAUX RELATIFS A L'EMPLOI</u>	57
	A. <u>ARRETE ROYAL ACCORDANT DES PRIMES DE READAPTATION ET DES PRIMES D'ADAPTATION A CERTAINS EMPLOYEURS (15 octobre 1979)</u>	57
	1) Champ d'application de l'arrêté royal	57
	2) Conditions d'octroi des primes	57
	B. <u>ARRETE ROYAL FIXANT LES CAS DANS LESQUELS LE SEXE PEUT ETRE MENTIONNE DANS LES CONDITIONS D'ACCES A UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE (8 février 1979)</u>	58
	1) Rétroactes et contexte sociologique	58
	2) Economie de l'arrêté royal	59
	C. <u>ARRETE ROYAL RELATIF A L'OCTROI D'UN PERMIS DE TRAVAIL AUX ETRANGERS NON RESSORTISSANTS D'UN ETAT MEMBRE DE LA C.E.E. (5 octobre 1979)</u>	60
	1) Quelques données chiffrées	60
	2) Economie de l'arrêté royal	60
III.	<u>LES MESURES D'AUSTERITE ET DE CONTROLE EN MATIERE DE CHOMAGE</u>	62
	A. <u>ARRETES ROYAUX RENFORCANT LES POSSIBILITES D'EXCLUSION DU BENEFICE DES ALLOCATIONS DE CHOMAGE</u>	62
	1) Arrêté royal du 5 octobre 1979	62
	2) Arrêté royal du 11 décembre 1979	62
	B. <u>ARRETE MINISTERIEL MODIFIANT LA NOTION D'EMPLOI CONVENABLE (5 octobre 1979)</u>	63
IV.	<u>ARRETE ROYAL RELATIF AUX ACCIDENTS DU TRAVAIL (6 décembre 1978)</u>	64
	A. <u>JUSTIFICATIONS</u>	64
	B. <u>ECONOMIE DE L'ARRETE ROYAL</u>	65
V.	<u>LES ARRETES ROYAUX EN MATIERE D'ALLOCATIONS FAMILIALES</u>	66
	A. <u>ARRETES ROYAUX RELATIFS A L'OCTROI D'UNE ALLOCATION DE RENTREE SCOLAIRE (6 août et 12 septembre 1979)</u>	66
	B. <u>ARRETES ROYAUX FIXANT LES CONDITIONS D'OCTROI DES ALLOCATIONS FAMILIALES EN FAVEUR DES APPRENTIS (6 mars et 29 juin 1979).</u>	66
VI.	<u>ARRETE ROYAL MODIFIANT LE REGLEMENT GENERAL EN MATIERE DE REVENU GARANTI AUX PERSONNES AGEES (23 mars 1979)</u>	67

<u>DEUXIEME PARTIE : LA VIE PARITAIRE</u>	69
I. <u>LA CONCERTATION SOCIALE</u>	71
A) <u>LES RETROACTES : LES ECHECS SUCCESSIFS DES NEGOCIATIONS INTER-PROFESSIONNELLES EN 1976, 1977 et 1978.</u>	71
B) <u>LA REPRISE DE LA CONCERTATION SOCIALE SOUS LE GOUVERNEMENT MARTENS-SPITAELS</u>	74
1) La déclaration gouvernementale du 5 avril	74
a) Les objectifs poursuivis	74
b) La position des interlocuteurs sociaux	76
2) Le Plan FABRIMETAL	79
3) Le "Plan de relance" du Ministre DEWULF	80
4) La déclaration d'intentions du 2 juillet	80
5) Le projet d'accord cadre du 18 septembre portant sur la promotion de l'emploi, la durée du travail et la modération des revenus	83
6) Le rapport CALIFICE sur la réforme de la sécurité sociale	84
a) L'économie du rapport	85
1° La sécurité sociale	85
2° L'assurance maladie invalidité	87
3° Les pensions sociales	88
4° La politique familiale	90
5° Les allocations aux handicapés	90
6° Les accidents du travail et les maladies professionnelles	91
7° L'égalité de traitement des deux sexes en matière de sécurité sociale	92
8° Le travail à temps partiel	93
b) La position des interlocuteurs sociaux	93
C. <u>LE COMPROMIS DU 28 OCTOBRE CLOTURANT LA CONCERTATION SOCIALE</u>	97
1) La majoration des plus petites pensions et des minima d'existence	98
2) Le renflouement des caisses de l'INAMI jusqu'à la fin de l'année 1979	98
3) L'assainissement du budget de 1980 du secteur des soins de santé	98
4) Un vague énoncé des grands principes de réforme de la sécurité sociale	99

D.	<u>LE PROJET DE LOI PROGRAMME</u>	100
1)	Les justifications du volet social du projet de loi	100
a)	La Sécurité sociale	101
1°	L'assurance maladie invalidité	101
2°	Les pensions	105
3°	Les allocations familiales	105
b)	La Santé Publique : les amendements à la législation sur les hôpitaux	106
2)	Les travaux parlementaires et la "mini-loi programme"	108
3)	La position des interlocuteurs sociaux	108
a)	Les Congrès nationaux extraordinaires de la FGTB des 6 et 13 novembre	108
b)	Le Comité national de la C.S.C. du 6 novembre	110
c)	Le Conseil d'Administration de la F.E.B. du 8 novembre	110
E.	<u>CONCLUSIONS</u>	112
II.	<u>LA RETROSPECTIVE DES CONFLITS SOCIAUX EN 1976, 1977, 1978</u>	113
III.	<u>LA GREVE DES A.C.E.C.</u>	116
A.	<u>LE CADRE ECONOMIQUE ET SOCIAL</u>	116
1)	L'entreprise	116
2)	La situation économique	117
3)	Le climat social	117
B.	<u>LE DEROULEMENT DE LA GREVE</u>	117
1)	Le rejet du préaccord régional	117
2)	Le début de la grève aux A.C.E.C.	118
3)	La mise au chômage d'une partie des employés	119
4)	L'assignation des syndicats devant les tribunaux du travail	120
5)	La difficile poursuite de la négociation	121
6)	Les deux dernières semaines et la fin du conflit	122
7)	Le contenu de l'accord	123

8) L'après-grève	124
a) Les élections sociales	124
b) La situation économique de l'entreprise	124
c) La structure de l'actionnariat : participation de l'Etat ?	124
d) Le préaccord pour 1980	124
C. <u>REFLEXIONS SUR UNE GREVE DE TREIZE SEMAINES</u>	126
IV. <u>LE CONFLIT SOCIAL DE GLAVERBEL</u>	128
A. <u>LA CRISE DANS L'INDUSTRIE DU VERRE PLAT</u>	128
B. <u>LES DIFFICULTES DE L'INDUSTRIE DU VERRE EN BELGIQUE</u>	128
1) Rappel historique	128
2) Le cas de la région de Charleroi	130
C. <u>LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE 1979</u>	130
1) Le déclenchement du conflit en février	130
2) La généralisation du mouvement en mars	131
3) Les événements de juin	133
4) La rentrée de septembre	135
5) Un automne sous le signe de l'incertitude	136
D. <u>QUELQUES COMMENTAIRES</u>	137
<u>TROISIEME PARTIE : LA VIE SYNDICALE</u>	139
I. <u>LES RESULTATS DES ELECTIONS SOCIALES</u>	141
A. <u>INTRODUCTION</u>	141
B. <u>CONSEILS D'ENTREPRISES</u>	141
C. <u>COMITES DE SECURITE ET D'HYGIENE</u>	148
D. <u>CONCLUSIONS</u>	148

II.	<u>LES CONGRES NATIONAUX EXTRAORDINAIRES DE LA F.G.T.B. (pour mémoire)</u>	150
III.	<u>LE COMITE NATIONAL DE LA C.S.C. (pour mémoire)</u>	150
	<u>QUATRIEME PARTIE : LE VISAGE SOCIAL DE L'EUROPE</u>	151
	<u>LE PROBLEME DE LA REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL</u>	153
	A. <u>LA CHRONOLOGIE DES DEBATS</u>	153
	1) La note de la Commission de la C.E.E. relative à la répartition du travail disponible	153
	2) Les prudentes réserves du Conseil des Ministres	154
	3) Les revendications du troisième Congrès statutaire de la Confédération européenne des Syndicats	154
	4) La rupture des négociations au sein du Comité permanent de l'Emploi	155
	5) La résolution du Conseil des Ministres	156
	6) La position du patronat européen	156
	B. <u>LES COMPOSANTES SOCIO-ECONOMIQUES DU PROBLEME</u>	157
	<u>CINQUIEME PARTIE : L'EMPLOI ET LE CHOMAGE</u>	161
I.	<u>LE CHOMAGE COMPLET</u>	163
	A. <u>REMARQUE PRELIMINAIRE</u>	163
	B. <u>EVOLUTION</u>	164
	C. <u>LE CHOMAGE SELON LES CARACTERISTIQUES PERSONNELLES DES CHOMEURS</u>	166
	1) Le chômage selon le sexe	166
	2) Le chômage selon l'aptitude au travail	168
	3) Le chômage selon l'âge	169
	4) Le chômage selon la qualification	170
	5) Le chômage selon la durée	171
	D. <u>LE CHOMAGE SELON LES REGIONS ET SOUS-REGIONS</u>	172
	E. <u>LE CHOMAGE SELON LES BRANCHES D'ACTIVITE</u>	174



II.	<u>LE CHOMAGE PARTIEL</u>	175
III.	<u>LES PROGRAMMES DE RESORPTION DU CHOMAGE</u>	177
	A. <u>GENERALITES</u>	177
	B. <u>LA MISE AU TRAVAIL DES CHOMEURS PAR LES POUVOIRS PUBLICS</u>	177
	C. <u>LE CADRE SPECIAL TEMPORAIRE</u>	178
	D. <u>LE STAGE DES JEUNES</u>	179
	E. <u>LA PREPENSION</u>	180
	F. <u>LA PREPENSION SPECIALE</u>	181
	G. <u>LES PRIMES D'ADAPTATION ET DE READAPTATION</u>	182
IV.	<u>L'EMPLOI</u>	183
V.	<u>LE COUT DU CHOMAGE</u>	186
	A. <u>LE COUT EN 1979</u>	186
	B. <u>L'EVOLUTION DU COUT</u>	186
	C. <u>LE COUT DES ACTIONS DE RESORPTION</u>	186